



Séance ordinaire du mercredi 28 juillet 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Jacques BOUSQUET, suppléant de Régine ILLAIRE, Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Véronique BRUNET, Stéphane CHAMPAY, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Coralie MANTION, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2020 - budget annexe de l'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2020 du budget annexe de l'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2020 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter :	4 793 166,03 €
- résultat d'investissement hors reports :	588 831,34 €
- solde des reports d'investissement :	-35 752,75 €
- Excédent de financement de la section d'investissement :	553 078,59 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'affecter l'excédent de fonctionnement 2020 à la section de fonctionnement pour un montant de 4 793 166,03 € ;
- De procéder aux opérations budgétaires suivantes :
 - 001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté :588 831,34 €
 - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté :4 793 166,03 €
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 05/08/21

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

**Monsieur Le Premier Vice-
Président**

Signé.

Renaud CALVAT

Publiée le : 6 août 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210728-164356-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 06/08/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.